**FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP)**

**Rapport de mise à jour trimestriel (janvier-mars 2012)**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Période couvert (Trimestre)** | 1 janvier- 31 mars2012 | | | | |
| **Numéro du projet et le titre du projet** | PBF CAF -K-12 : Prévention de recrutement, démobilisation et réintégration socioéconomique des enfants associés aux forces et groupes armés et autres enfants et femmes vulnérables dans les zones de conflits 2ème phase. | | | | |
| **Agence bénéficiaire:** | ***FNUAP-UNICEF-PAM*** | | | | |
| **Partenaires d’exécution (Agence Gouvernementale, Agences NU, Organisations de la Société Civile)** | Conseil Danois des Refugiés (DRC), Jeunesse Pionnière Nationale (JPN), International Rescue Committee (IRC) | | | | |
| **Date d’approbation par le Comité de Pilotage:** | **10 aout 2010** | | | | |
| **Budget total alloué** | **Coût Total du Projet: US$ 1,500,000**  Coût UNICEF : US$ 800,000  Coût UNFPA : US$ 350,000  Coût PAM : US$ 350,000  **Contribution du PBF : US$ 1,500,000** | | | | |
| **Fonds engagés du budget total alloué[[1]](#footnote-1)** | **US$ 1,150,000**  UNICEF : US$ 800,000  UNFPA: US$ 350,000 | | **% de fonds engagés / budget total alloué:** | **100,00%**  UNICEF : 100,00%  UNFPA: 100,00% | |
| **Fonds dépensés[[2]](#footnote-2) du budget total alloué:** | **US$ 1,061,871**  UNICEF : US$ 799,832  UNFPA: US$ 262,039 | | **% de fonds dépensés / budget total alloué:** | **70,79%**  UNICEF : 99,98%  UNFPA: 74,87% | |
| **Date de clôture prévue:** | 29 Février 2012 | | **Retard éventuel (mois):** |  | |
| **Domaine d’investissement :**  **Résultats stratégiques (effets sectoriels):**  **Indicateurs pour mesurer les effets** | | **Domaine de priorité d’investissement :**  **Résultat stratégique (Cadre stratégique du FCP) :** | | |  |
| **Résultats immédiats**  **(= produits projet) avec référence aux indicateurs:**  Nombre d’enfants référés au Centres de Transit et d’Orientation (CTO) pour leur prise en charge.  Nombre d’enfants associés aux forces et groupes armés (EAFGA) réunifiés.  Type et qualité d’activités offertes aux enfants au niveau du CTO. | | **UNICEF**  **Résultat 1.1:**  Maintien de la capacité des CTO à fournir des soins et protection aux enfants démobilisés et autres enfants vulnérables ayant besoin de prise en charge temporaire.  **Réalisations accomplies :**    En 2011, l’UNICEF et DRC avait signé un accord de partenariat pour la prise en charge de 400 enfants anciens EAFGA afin d’assurer un suivi continu de leur réinsertion communautaire et des projets individuels ou en groupe pour leur offrir des nouvelles opportunités socio-économiques.  En fin janvier 2012, à travers DRC, l’UNICEF a distribué des kits agricoles à 400 enfants anciennement associés aux groupes d’auto-défenses afin de faciliter la réinsertion socioéconomique des enfants. Le kit reçu par chaque enfant était composé d’une machette, d’une lime de petit modèle, d’un cordeau de 20 mètres, d’une houe de labour et de deux houes de sarclage pour faciliter leur réinsertion. Une attention particulière a été apportée à la qualité des outils achetés pour cette distribution. Ce kit devrait donc permettre de faire trois saisons agricoles.  En mars 2012, l’UNICEF a distribué dix tonnes de semences d’arachide aux groupements et producteurs de la zone de Taley pour les distribuer aux 400 enfants. Tout le mois de mars a été consacré à la distribution de ces semences.  UNFPA  **Résultat attendu 2.2** : Les enfants vulnérables ont accès à une compétence de vie appropriée à travers la mise en place des espaces amis des enfants. Ils ont accès à une assistance psychosociale intégrée de qualité et des activités génératrices des revenus adaptés garantissant leur autonomie dans la vie adulte..  **Réalisations accomplies :**  Organisation de mission pour le retour des 256 jeunes dans leurs localités d’origine après leur formation aux petits métiers ;  Organisation d’une réunion bilan à mi-parcours des activités du projet,  Achat des kits de réinsertion des jeunes dans leurs localités après leur retour du centre de la formation,  Plaidoyer pour l’implication des autorités administratives et locales dans les activités de suivi et d’encadrement des groupements des jeunes créés dans le cadre du projet. | | | UNFPA  **Contrainte(s)** :  les multiples attaques perpétrées par les différends groupes armés sévissant dans la zone dont entre autres ; l’opération conjointe armée Centrafricaine et Armée Tchadienne pour neutraliser la base du Front Populaire pour le Redressement (FPF) du Généreral BABLADE ont réduit la périodicité des activités dans les localités.  **Solution(s) Proposée(s)** :  Demande de prolongation des activités du projet au 30 Juin 2012 |
| - Nombre de réseaux de protection de l’enfant (15 membres) établis, soutenus et opérationnels.  - Nombre d’enfants vulnérables et types de cas identifiés par les communautés.  - Nombre de cas traités et types de réponses apportées. | | **UNICEF**  **Résultat attendu 2.1** : Les capacités des réseaux communautaires de protection des enfants et des femmes établis et les ONG locales à assurer le suivi et la protection des enfants et femmes vulnérables, en particulier ceux associés aux groupes armés, ceux victimes d'abus et exploitations sexuelles et autres enfants et femmes à risque sont renforcées.  **Réalisations accomplies :**  Dans le cadre de l’accord de partenariat entre l’UNICEF et DRC, en 2011 23 réseaux communautaires de protection de l’enfant étaient établis et rendus fonctionnels.  En 2012, 975 membres de la communauté dans la sous-préfecture de Paoua ont été formés sur la Convention relative aux Droits de l’Enfant, sur les discriminations communautaires à l’égard des femmes et sur les droits humains.  En 2012, 809 personnes ont été formées sur la Résolution 1612 dont membres de la communauté, autorités communales, religieuses et chefs de village, groupement ou quartier, leaders communautaires, enseignants, eleves et ex-EAFGA.  Environ 60 violations de la RCS 1612 identifiées depuis le début du projet, particulièrement dans le nord, nord-est et sud-est. | | | **Contrainte(s)** :  Le retard pris dans la formation des Comités de Protection est dû au fait que de nombreux Comités de Protection ne maîtrisent pas encore la protection des droits de l’enfant.  **Solution(s) Proposée(s)** :  Des rappels et rafraichissements ont été nécessaires avant d’envisager de les former sur la Résolution 1612 et 1882. |
| Nombre d’espaces amis d’enfants (EAE) établis et fonctionnels.  - Types et qualité d’activités offertes par les EAE.  - Nombre d’enfants fréquentant journalièrement EAE.  - Nombre d’enfants bénéficiant d’activités génératrices de revenue selon les critères établis. | | **UNICEF**  **Résultat 2.2.**  Les enfants vulnérables ont accès à une formation en compétence de vie appropriée à travers la mise en place des espaces amis des enfants. Ils ont accès à une assistance psychosociale intégrée de qualité et à des activités génératrices de revenus adaptées garantissant leur autonomie dans la vie adulte.  **Réalisations accomplies :**  Toujours dans le cadre de l’accord de partenariat entre l’UNICEF et DRC, en 2011 10 espaces amis des enfants sont mis en place sur les axes Bavara-Gbangba-Gbindia et l’axe Bavara-Taley. Mille enfants et jeunes ont été identifiés pour la formation sur les compétences de vie. La formation de trois mois pour 300 jeunes vulnérables (dont 66 filles et 234 garçons) aux petits métiers a commencé à Boubou, Bossangoa.  Les deux plateformes multifonctionnelles mises en place par DRC depuis la fin de l’année 2010 sont toujours opérationnelles à Betoko et Nangha Boguila. On estime à 10 000 le nombre d’enfants bénéficiant indirectement de ces structures.  En 2012, 130 enfants anciennement associes aux groupes d’auto-défenses ont été identifiés pour recevoir des kits activités génératrices de revenue (AGR), et 118 ont reçu une formation en gestion. | | | **Contrainte(s)** :   * Le nombre d’agents protection pour faire le suivi de ce projet n’avait pas été correctement estimé au départ. L’équipe Protection dans la région de l’Ouham Pendé ne comprenait que quatre agents pour couvrir le suivi de 1,000 enfants vulnérables ce qui était insuffisant.   **Solution(s) Proposée(s)** :   * L’équipe a pu être renforcée grâce à la révision budgétaire du mois de février par le recrutement de deux consultants dès le mois de mars afin d’atteindre les objectifs du projet. |
| - Nombre de survivants de violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) identifiées  - Nombre et % de survivants de VSBG recevant les soins de santé dans les délais reconnus et le paquet complet d’assistance requis.  - Nombre de communautés avec des plans d’action de prévention et réponses aux survivants de VSBG identifiés. | | **UNICEF**  **Résultat 2.3.**  Une augmentation du nombre des survivants des violences sexuelles et basées sur le genre qui ont accès à des soins de santé, l’appui psychosocial et juridique selon les différents protocoles et directives inter agences pour l’assistance multidisciplinaire aux survivants des violences sexuelles et basées sur le genre identifiés.  **Réalisations accomplies :**  Toujours dans le cadre de l’accord de partenariat entre l’UNICEF et DRC il est prévu d’assurer la prise en charge des femmes et filles victimes de violences sexuelles qui se auto-réfèrent aux cliniques juridiques. Ces cliniques juridiques offrent des services de conseils légaux et l’accès aux services de santé et d’appui psycho-social aux femmes de la communauté. Cependant dans la période couvert par ce rapport, il n’y a pas eu des victimes qui se sont manifestés. Des activités. de sensibilisation ont été menées pour mieux atteindre la population cible ; 281 membres de la communauté et leaders traditionnels ont bénéficié de six formations spécifiques sur la discrimination à l’égard des femmes, les droits de l’homme, les principes de la législation en vigueur et son applicabilité au niveau de l’administration judiciaire locale et le rôle et la mission des comités de protection.  Dans le cadre de la prolongation d’un accord de partenariat entre l’UNICEF et IRC pour la prévention et la réponse aux violences basées sur le genre dans la préfecture de Bocaranga, les acteurs clés pour influencer le changement de comportement ont été identifiés. | | | **Contrainte(s)** :   * Les victimes de VSBG ne se manifestent pas auprès des services et cliniques.   **Solution(s) Proposée(s)** :   * Des activités. de sensibilisation ont été menées pour mieux atteindre la population cible. |
| - Nombre de cas de violations identifiés et documentés.  - Nombre et qualité des rapports sur la Résolution 1612 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (RCS 1612) produits  - Nombre et types de réponses apportées. | | **UNICEF**  **Résultat 3.1** Les six violations graves des droits de l’enfant en situation de conflit tels que décrits dans les Résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies (RCS) 1612 et 1888 sont collectées.  **Réalisations accomplies :**  Environ 60 violations de la RCS 1612 identifiées depuis le début du projet, particulièrement dans le nord, nord-est et sud-est.  Un Global Horizontal Note a été élaboré pendant la période couverte par le rapport qui détaille les violations commis par les forces et groupes armés pendant les mois de janvier et février 2012 dans les préfectures de la Nana-Gribizi, Vakaga, Haute-Kotto et Bamingui-Bangoran.  Un rapport consolidé pour 2011 a été élaboré en février 2012 sur la situation des enfants affectés par le conflit en RCA (Report of the Secretary-General on Children and Armed Conflict in the Central African Republic). | | | **Contrainte(s)** :  **Solution(s) Proposée(s)** : |
| - Nombre de structures participants aux task forces nationales et locales.  - Nombre des réunions des task forces nationales et locales | | **UNICEF**  **Résultat 3.2.**  Les structures nationales et décentralisées du Mécanisme de Collecte, Surveillance et Rapportage (MRM) de la RCS 1612 sont rendus fonctionnelles***.***  **Réalisations accomplies :**  Une réunion de l’Equipe Pays en charge du Mécanisme de Récolte et Transmission de l’Information relative au RCS 1612 se sont tenues le 16 mars 2012. Les membres ont discuté du rôle de la MICOPAX dans le retrait des enfants associés aux forces et groupes armé et de la formation MRM programmée pour le mois d’avril 2012. | | | **Contrainte(s)** :  **Solution(s) Proposée(s)** : |
| **Réalisations accomplies par rapport aux prévisions avec référence aux indicateurs des résultats stratégiques (effets sectoriels)**  *UNICEF*  *Note*:  L’exécution du projet a subi une accélération positive dans les derniers trois mois, en dépit de la situation d’insécurité persistante et du manque de connaissance sur MRM et SCR 1612.  En résumant, les activités entamées en 2011 se poursuivent en 2012 pour garantir la pérennisation des actions :   1. **Nombre de réseaux communautaires établis et rendus fonctionnels.** 23 réseaux communautaires de protection de l’enfant établis et rendus fonctionnels. 2. **Nombre d’enfants participants dans les activités de réduction de vulnérabilité (AGR, formations professionnelles ou psychosociales).** 2,300 enfants participants dans les activités de réduction de vulnérabilité (AGR, formations professionnelles ou psychosociales), dont : 500 enfants issus des groupes d’autodéfense ; 400 enfants ancien vulnérables ; 400 filles et garçons vulnérables, et 1,000 enfants/jeunes identifiés pour la formation en compétences de vie. 3. **Nombre et types de rapports sur la 1612 soumis au Conseil de Sécurité des Nations Unies.** Sept Global Horizontal Note ont été élaborées pour la RCA depuis le début du projet et transmis au bureau de la Représentante Spéciale du Secrétaire General sur les Enfants et les Conflits Armés. 4. **Nombre et types de réponses apportées aux différents cas de violations vérifiés.** Une discussion est en cours entre l’UNICEF et DRC concernant la mise en place d’un projet pour la réintégration des enfants associés au Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix (CPJP).Treize membres de la FACA, 40 soldats de l’armée Ougandaise (UPDF), 40 membres de la société civile ont été formés et sensibilisés sur les six graves violations des droits des enfants en situation de conflit et sur le MRM. Les zones de combat restant inaccessibles ; aucune mission de vérification et assistance spécifique aux enfants associés aux forces et groupes armées n’a été entamée pour l’instant. 5. La formation de 300 enfants, (jeunes garçons et filles) aux métiers de : agriculture, couture, élevage, maçonnerie, mécanique, menuiserie, soudure et art culinaire. 6. Le recyclage des 80 maitres artisans. 7. La création de 33 groupements de jeunes dans les sous-préfectures de Kabo, Batangafo, Paoua, Bozoum et Kaga Bandoro.   En plus des activités réalisées mentionnées ci-dessus, le plan de travail des prochains mois prévoit les activités suivantes, qui seront réalisées a travers de fonds complémentaires mobilisés grâce à ce projet:   1. La mise en œuvre d’un projet de réhabilitation et de réintégration pour les enfants associés aux forces d’autodéfense. 2. La réalisation d’une enquête socio-anthropologique sur les violences basées sur le genre (VBG) dans la préfecture de Bocaranga pour identifier la meilleure approche à adopter pour surmonter les résistances culturelles et atteindre un nombre de victimes/survivants de VBG plus important. 3. Le déclenchement des négociations avec la Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC) pour la signature d’un Plan d’Action. 4. La plaidoirie auprès du gouvernement pour l’élaboration d’une législation pour la mise en application des protocoles facultatifs à la Convention Internationale des Droits des Enfants. 5. La mise en place d’un projet de réhabilitation et réinsertion des EAFGA avec CPJP et l’ l’Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR).   UNFPA  *Note :*  L’exécution du projet test susceptible de contribuer à la consolidation de la paix. La stratégie de mise en œuvre basée sur une approche participative et itérative permet une bonne appropriation du projet par les bénéficiaires directe qui sont les jeunes, mais aussi par les bénéficiaires indirects que sont la communauté dans laquelle sont issues les jeunes. De même les autorités politico-administratives à un niveau supérieur sont impliquées dans le suivi des activités menées dans le cadre dudit projet. La cérémonie de remise des certificats de fin de formation aux jeunes apprenants à été présidée par son excellence monsieur le président de la République chef de l’Etat lequel était assisté de l’honorable monsieur le président de l’Assemblée nationale, des Ministres en charge du DDR, de la jeunesse, Sport Art et Culture, des Affaires Sociales de la Solidarité Nationale et de la promotion du Genre et du Ministre délégué à la Défense Nationale.  En résumé, les activités prévues pour la période allant du 01 Janvier au 31 Mars et totalement achevées sont :   1. Clôturer la formation des 256 d’EAFGA identifiés, 2. Plaider pour l’implication des autorités administrative et locale des autorités administratives et locales dans les activités de suivi et de l’encadrement des groupements des jeunes après leur formation à Boubou, 3. Elaborer le PTA pour la période d’Avril à Juin 4. Préparer la mission de remise t des kits AGR à remettre aux groupements ; 5. Dotation de la JPN en véhicule et thuraya   Les activités programmées pour la période d’Avril à juin sont :  Organisation d’une mission de remise des kits AGR aux groupements des jeunes ;  Organisation d’une mission de suivi des activités des groupements des jeunes dans leurs localités  Elaboration le rapport final du projet  Réalisation de l’audit et évaluation du projet | | | | |  |
| **Stratégie de pérennisation :**  UNFPA  Mise en place des comités locaux de pilotage ;  Implication des agents des services de l’Etat en service dans les localités d’intervention des groupements ;  Suivi trimestrielle des activités des groupements des jeunes par la JPN ;  Placement des jeunes apprenant ayant bénéficié des kits de réinsertion en stage auprès des maitres artisans. | | | | |  |

1. Fonds engagés sont définis comme des contrats légaux pour des services, des travaux tels que régis par les procédures et régulations financières des agences

   2 Paiement (services, travaux) sur les engagements. [↑](#footnote-ref-1)
2. [↑](#footnote-ref-2)